



LIVRET SCIENTIFIQUE



**GRENOBLE, MSH-ALPES, 16 ET 17 OCTOBRE 2012**

# SCEPTICISMES EN POLITIQUE

**ORGANISATION**

Karine Laborie, UPMF, Grenoble  
Thierry Ménissier, UPMF, Grenoble

Comité d'organisation :

Karine Laborie, docteure en philosophie, chargée de cours, UPMF  
Thierry Ménissier, professeur de philosophie, UPMF

Comité scientifique :

Jean-Yves Goffi, professeur de philosophie, UPMF  
Jean-Marie Lardic, professeur de philosophie, université de Nantes  
Michel Malherbe, professeur de philosophie, université de Nantes  
Philippe Saltel, professeur de philosophie, UPMF

Secrétariat du colloque :

Loredana Truong, UPMF

## Résumé des interventions

Stéphane Marchand  
PRAG ENS de Lyon

### « Sextus Empiricus et les effets politiques de l'indifférence pyrrhonienne »

On considère souvent que le scepticisme de Sextus Empiricus est sans portée politique parce qu'il se limite à régler l'action politique à partir d'un conformisme fondé sur « la tradition des lois et des coutumes ». Il est vrai que la politique ne fait pas l'objet de la recherche et du doute sceptiques et que les questions politiques sont singulièrement absentes du corpus sextien. Pourtant, malgré ce désengagement apparent, les arguments et les positions adoptés par Sextus Empiricus ne sont pas sans effets politiques. Il faut donc interroger le sens réel du conformisme pyrrhonien à partir des paragraphes 162-165 du Contre les moralistes (*Adversus Mathematicos XI*), où Sextus pose la question de l'obéissance au tyran, et le confronter aux effets politiques du 10ème trope d'Enésidème qui produit des oppositions au sein des lois et des coutumes, afin de dessiner les contours d'une politique sceptique.

Sylvia Giocanti  
Maître de conférences en philosophie, université Toulouse II-le Mirail

### « L'engagement sceptique : politique et distance »

En partant de la réception de la politique sceptique, selon laquelle le sceptique serait nécessairement embarrassé par l'action politique, c'est-à-dire soit voué au conformisme immobiliste, soit à une équivocité subversive le contraignant à la dissimulation, il s'agira de montrer que le scepticisme (que sa source soit académique ou pyrrhonienne) permet de théoriser un engagement politique circonstancié et distancié, esquissé par les Essais de Montaigne, distinct de la position libertine des philosophes du XVIIe siècle, et susceptible de revaloriser l'action politique.

Karine Laborie  
Docteure en philosophie, chargée de cours, université Pierre-Mendès-France  
Equipe Philosophie, Langages & Cognition, EA 3699

### « Scepticisme et exercice du pouvoir politique : double pensée pascalienne, indifférence montanienne »

Bien souvent réduit à une attitude attentiste voire à une posture de renoncement, le scepticisme n'est pas communément salué pour son engagement dans les affaires communes. Par ailleurs, le jeu politique auquel se prête un penseur présumé sceptique s'avère difficile à situer : entre démystification périlleuse de l'ordre établi et conformisme le renforçant, parfois, à tort. Or, même si l'examen sceptique de l'ordre établi ne présente ni ne légitime une ambition normative, laisse-t-il pour autant complètement démuné du point de vue de l'exercice du pouvoir politique ?

Dans le droit fil de l'examen montanien et pascalien de l'ordre établi, cette communication propose de montrer que l'indifférence montanienne et la double pensée pascalienne sont le pivot de deux éthiques de l'exercice du pouvoir politique qui témoignent, chacune selon leur mode propre, d'une appropriation du scepticisme. Leur caractère remarquable tient à ce qu'elles permettent de se dégager d'une entente absolutisée du retrait comme de l'engagement.

L'enjeu est double : savoir s'il est possible de vivre politiquement son scepticisme et inversement déterminer ce qui, dans l'exercice du pouvoir politique, serait susceptible de justifier ou invalider un recours au scepticisme.

Michel Malherbe  
Professeur de philosophie (émérite), université de Nantes

**« L'indignation a-t-elle sa place en politique ? »**

On peut être sceptique en politique et faire efficacement de la politique. En politique comme en morale, le sceptique doute de la rationalité des fins, ce qui ne l'empêche pas de s'intéresser à l'action politique proprement dite et de mettre en oeuvre ses moyens. L'indignation est une protestation contre un tel artificialisme. L'indignation est une passion. Et toute passion est source de valeur. Mais est-ce assez faire que de s'indigner ? Est-ce assez combattre le scepticisme ?

Joëlle Zask  
Professeur de philosophie, université de Provence

**« Remarques sur l'utilité du scepticisme en démocratie d'un point de vue pragmatiste »**

Dans ma conférence je mettrai en contraste deux aspects : d'un côté l'idée que la démocratie étant nécessairement inachevable, le doute y joue un rôle utile aussi bien pour conduire les enquêtes nécessaires à l'établissement des questions publiques que pour alimenter la critique des institutions quand elle s'impose; et, de l'autre, l'idée que l'individualité humaine — sa protection et son développement — est un selon Dewey notamment un "principe" non négociable qui échappe par conséquent au relativisme sceptique. La confrontation entre ces deux "croyances" est éclairante pour aborder la "crise" du modèle de la démocratie libérale.

Thierry Ménissier  
Professeur de philosophie, UPMF-Grenoble 2  
Equipe Philosophie, Langages & Cognition, EA 3699

**« Crise du progressisme et scepticisme en théorie politique »**

Il y a plus de cinquante ans que le paradigme progressiste est définitivement entré en crise, tandis que la science et la technologie continuent de dominer notre représentation de l'action efficace, et que la figure de l'expert, héritée de ce paradigme, règne sur la vie publique. D'où le double paradoxe suivant : alors que ses apports apparaissent fondamentaux pour le mode de vie occidental, la techno-science ne parvient plus à constituer un horizon crédible pour nos sociétés ; si elle est la source quasiment exclusive de la légitimité rationnelle, elle apparaît aveugle quant aux fins que nous devons poursuivre, et donne de ce fait l'impression d'être à la fois nécessaire et inutile. Comment sortir de cette situation ? Cette intervention vise à traiter ce problème en se donnant deux tâches. D'une part, il s'agit de penser comment le recours au scepticisme en théorie politique offre certaines ressources pour limiter les effets néfastes qui s'attachent à ce qui reste du rêve progressiste de la modernité (en particulier l'enfermement dans la technocratie aux dépens de choix collectifs effectifs) ; de l'autre, on se propose d'examiner comment ce recours, loin d'incliner au conservatisme, fournit les éléments d'un rationalisme prudentiel permettant d'appréhender les changements et les innovations dont se nourrit notre histoire.

Jean-Marie Lardic  
Professeur de philosophie, université de Nantes

**« Anarchisme et scepticisme : de l'usage de la négation »**

L'anarchisme philosophique semble associé au nihilisme. Mais la destruction qu'il opère des fondements théoriques du politique s'accompagne plutôt d'un scepticisme à l'égard de toutes les expressions de ce dernier, à cause d'un usage de la négation méconnu finalement par Marx et surtout Engels. Or cela n'exclut justement pas la réalité ni le sens de l'activité pratique elle-même.

Catherine Larrère  
Professeur de philosophie, université Paris-Panthéon-Sorbonne

**« Ecoscepticisme et débat public »**

Est-ce une conséquence de l'entrée des développements scientifiques et des innovations techniques dans le débat public ? Le doute n'est plus seulement un outil et un moteur du travail scientifique, il est de plus en plus instrumentalisé dans l'agitation idéologique et dans l'action politique. Nous voudrions examiner, de ce point de vue, ce que l'on a appelé l'écoscepticisme, le doute jeté sur la réalité de la crise environnementale, et plus particulièrement sur celle du changement climatique et de son origine anthropique

Jean-Yves Goffi  
Professeur (émérite), université Pierre-Mendès-France,  
*Philosophie, Langages & Cognition*, (EA 3699)

**« Le relativisme dans la crise, entre conservatisme et progressisme. L'exemple de H.T. Engelhardt Jr. »**

Conceptuellement, et même si l'on se limite au domaine moral, il est pas aussi simple que l'on pourrait croire de distinguer entre scepticisme et relativisme (sans parler de notions associés, telles que "perspectivisme", "subjectivisme", ou "nihilisme"). On se propose donc en un premier temps de procéder à un travail visant à préciser le sens de ces notions. On retiendra de cette exploration qu'une position typiquement sceptique consiste en l'affirmation selon laquelle on ne peut jamais parvenir à justifier une croyance morale substantielle, quelle qu'elle soit ; et qu'une position typiquement relativiste consiste en l'affirmation selon laquelle il existe une pluralité de croyances morales substantielles, dont la justification n'est ni absolue, ni universelle, mais renvoie à des traditions, à des cultures, ou à des pratiques différentes. Au total, la différence consiste en ce que le scepticisme concerne essentiellement la possibilité ou l'impossibilité de parvenir à une justification des croyances morales tandis que le relativisme concerne plutôt la possibilité ou l'impossibilité de faire "coexister" des croyances morales, toutes aussi justifiées les unes que les autres.,

On montrera ensuite comment le philosophe et bioéthicien américain contemporain H.T. Engelhardt Jr., prenant au pied de la lettre une thèse relativiste radicale, selon laquelle les croyances et les pratiques morales sont non seulement plurielles, mais encore incommensurables, cherche à définir les conditions de possibilité d'une communauté morale pacifique. Cette communauté morale pacifique est conservatrice en ce qu'elle est une communauté de personnes ; mais elle est aussi progressiste en ce que ces personnes se voient accorder le maximum d'autonomie compatible avec le caractère pacifique de leur coexistence.